



Assemblée générale

Distr. générale
4 décembre 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 154 de l'ordre du jour

**Financement de la Force des Nations Unies
chargée du maintien de la paix à Chypre**

Rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat	4
A. Considérations générales	4
B. Utilisation des crédits	4
C. Activités d'appui de la mission	6
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	6
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	6
III. Exécution du budget	25
A. Ressources financières	25
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	26
C. Évolution des dépenses mensuelles	26
D. Autres produits et ajustements	27
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	27
F. Contributions non budgétisées	27
IV. Analyse des écarts	28
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	31



Résumé

La corrélation entre les dépenses de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et l'objectif de la Force est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse selon quatre composantes (composante affaires politiques et civiles, composante militaire, composante police des Nations Unies et composante appui).

Durant l'exercice considéré, la Force a poursuivi ses opérations conformément à son objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre.

La Force a engagé des dépenses d'un montant de 54 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 100 % (contre des dépenses d'un montant de 54 millions de dollars et un taux d'exécution de 98,5 % au cours de l'exercice précédent).

Le solde inutilisé de 0,02 million de dollars correspond à la différence nette entre la diminution des dépenses prévues au titre du personnel militaire et du personnel de police (0,47 million de dollars) qui s'explique principalement par l'application, à compter du mois de mars 2018, de la recommandation issue de l'examen stratégique de la Force, destinée à réduire les effectifs militaires déployés ; à des dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel civil (1,91 million de dollars), résultant principalement de la hausse du montant des traitements due à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis ; à la réduction des dépenses opérationnelles (1,46 million de dollars) résultant principalement de la réaffectation des activités menées au titre des installations et des infrastructures pour couvrir l'augmentation des dépenses de personnel civil.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	23 956,4	23 485,8	470,6	2,0
Personnel civil	13 124,0	15 036,2	(1 912,2)	(14,6)
Dépenses opérationnelles	16 919,6	15 455,8	1 463,8	8,7
Montant brut	54 000,0	53 977,8	22,2	0,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 197,9	2 433,4	(235,5)	(10,7)
Montant net	51 802,1	51 544,4	257,7	0,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	651,2	437,1	214,1	32,9
Total	54 651,2	54 414,9	236,3	0,4

Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^b</i>
Contingents	888	863	2,8
Police des Nations Unies	69	68	1,4
Personnel recruté sur le plan international	37	35	5,4
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs recrutés sur le plan national	4	2	50,0
Agents des services généraux	115	113	1,7

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 24 janvier 2017 (A/71/763), s'élevait, en chiffres bruts, à 56 040 800 dollars (montant net : 53 790 400 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature d'un montant de 651 200 dollars. Ce budget couvre le déploiement de 888 membres des contingents, 69 membres de la police des Nations Unies, 38 agents recrutés sur le plan international et 122 agents recrutés sur le plan national.
2. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 55 581 000 dollars pour l'exercice considéré (A/71/836/Add.3, par. 38).
3. Dans sa résolution 71/300, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 54 000 000 dollars (montant net : 51 802 100 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force pour l'exercice 2017/18. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre dans sa résolution 186 (1964) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat de la mission pour l'exercice considéré dans ses résolutions 2338 (2017), 2369 (2017) et 2398 (2018).
5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre et le retour à une situation normale.
6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante : composante affaires politiques et civiles, composante militaire, composante police des Nations Unies et composante appui.
7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2017/18, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Le 12 janvier 2017, le Secrétaire général a réuni les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à l'occasion de la Conférence sur Chypre, à laquelle ont également participé les puissances garantes et l'Union européenne, en qualité d'observateur. La Conférence visait à trouver des solutions acceptables par les deux parties, pour répondre aux préoccupations de ces dernières. Elle a achevé ses travaux le 6 juillet 2017 sans qu'un accord ait été conclu. Depuis lors, la Force éprouve de plus en plus de difficultés à s'acquitter de son mandat, en raison de la rupture des négociations

visant à parvenir à un règlement global de la question chypriote et du manque de dialogue et de coopération entre les deux parties.

9. Au cours de la période considérée, la Force a fait l'objet d'un examen stratégique, dont les observations et les recommandations ont été consignées dans le rapport que le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité (S/2017/1008). Lors de cet examen, il a été recommandé de maintenir le rôle préventif et dissuasif de la Force et, à cet égard, de ramener à 802 soldats l'effectif militaire réel de la Force, le niveau maximum de l'effectif autorisé étant maintenu à 860 soldats de manière à disposer d'une certaine souplesse et à permettre ainsi de renforcer le déploiement au besoin, notamment pour appuyer la reprise des pourparlers. Étant donné que les incidents se sont multipliés dans la zone tampon, il a été recommandé de renforcer les capacités de liaison et de dialogue de la Force dans toutes ses composantes afin de maintenir la stabilité et le calme, et ainsi de contribuer efficacement à créer des conditions propices à la reprise des pourparlers. Les recommandations issues de l'examen stratégique de la Force ont été approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2398 (2018).

10. Dans l'exécution de son mandat, la Force a continué de suivre une démarche intégrée reposant sur la collaboration étroite entre ses composantes affaires civiles, militaire et police. Le renforcement de la coordination découlant du déploiement de personnel civil dans les secteurs et l'amélioration de l'efficacité du commandement et du contrôle de la réserve mobile de la Force et du secteur 4 ont permis à la Force de mieux repérer les activités menées dans la zone tampon et, partant, de mieux apprécier la situation. La Force et la police des Nations Unies ont mené des activités de prévention et en parallèle, la Force a continué de faciliter le règlement des litiges d'ordres divers entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque en promouvant le dialogue et la coopération grâce à des activités bicommunautaires menées dans toute l'île et en appuyant la mise en place de mesures de confiance, visant notamment à ouvrir de nouveaux points de passage.

11. Afin de favoriser le retour à des conditions de vie normales, la Force a continué de surveiller la zone tampon en organisant des patrouilles et d'apporter une aide humanitaire aux membres des deux communautés, selon leurs besoins. L'intensification des activités civiles dans la zone tampon, qui fait partie intégrante de l'action menée en faveur de la normalisation des relations, a accru la pression exercée sur la Force pour qu'elle y règle les litiges et les violations. En outre, la Force s'est heurtée à de nouvelles difficultés, telles que l'augmentation du nombre de réfugiés et de migrants sans papiers, principalement originaires de la République arabe syrienne, qui ont rejoint la partie sud de l'île en traversant illégalement la zone tampon.

12. La Force a assisté la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Chypre et Chef de mission, qui est l'adjointe du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, dans les efforts qu'elle déploie pour favoriser de véritables négociations entre les dirigeants chypriote grec et chypriote turc.

13. En ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions des résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que de son mandat relatif à la prise en compte de la problématique femmes-hommes, la Force a étendu ses activités de sensibilisation aux organisations de la société civile qui défendent les femmes et amélioré l'image qu'avait le public du rôle que les femmes jouaient dans la recherche d'un règlement politique durable. La Force s'est également attachée à renforcer la prise en compte de la problématique femmes-hommes sur le lieu de travail, par le truchement de ses mesures de confiance entre les communautés. En outre, la prise en compte de cette problématique a été renforcée au sein des composantes police,

militaire et civile, au moyen d'activités de formation et de renforcement des capacités, ainsi que de la mise en place d'une expertise technique en la matière.

14. Afin d'optimiser les synergies de l'équipe de pays des Nations Unies, qui comprend la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité des personnes disparues à Chypre, la Force a intensifié ses activités de coordination visant à aider les parties à parvenir à un règlement concret de la situation.

C. Activités d'appui de la mission

15. Au cours de l'exercice considéré, la Force a continué de mettre en œuvre des mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie, en vue de continuer à réduire son empreinte écologique en ayant davantage recours aux sources d'énergie renouvelables et en diminuant la consommation de combustibles fossiles. Ces mesures lui ont permis d'améliorer ses services relatifs aux installations et infrastructures, aux transports terrestres, aux communications et à l'informatique.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

16. Au cours de l'exercice considéré, la Force est demeurée la « zone de sécurité » désignée pour les opérations des Nations Unies dans la région, ainsi que le lieu d'affectation administratif des entités des Nations Unies opérant en République arabe syrienne et au Yémen. Face à la montée des tensions dans la région, elle a continué d'entretenir des liens de coopération étroits avec les autres missions des Nations Unies déployées à proximité, dont la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), le Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, notamment en participant aux conférences des commandants des forces dans la région. Elle a apporté son plein appui au Comité des personnes disparues à Chypre et à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : affaires politiques et civiles

17. Conformément à son mandat, la Force a continué de faciliter le règlement de diverses questions entre les deux communautés. Pendant la période à l'examen, elle a promu un dialogue et une coopération accrues en appuyant l'organisation d'activités bicommunautaires sur l'ensemble de l'île, en favorisant les échanges entre les communautés et en prenant de nouvelles mesures de confiance, notamment en ce qui concerne l'ouverture de nouveaux points de passage dans la zone tampon, annoncée par les dirigeants des deux communautés en mai 2015. Elle a également continué de contribuer aux efforts déployés en vue de normaliser les conditions de vie dans cette zone en améliorant la localisation des activités civiles, notamment l'agriculture et la construction. La Force a poursuivi ses efforts visant à empêcher l'utilisation non autorisée de la zone tampon, en renforçant ses mécanismes et instruments de suivi des violations des règles relatives à son accès et à son utilisation. Enfin, la Force a continué de fournir une assistance humanitaire aux membres des deux communautés, selon que de besoin.

18. En l'absence de pourparlers directs entre les deux parties qui permettraient à celles-ci de résoudre les problèmes risquant de créer des tensions, la Force a considérablement renforcé sa fonction de liaison aux niveaux des affaires politiques et civiles en vue de trouver des solutions et d'éviter les crises. La Force a assuré la liaison entre les responsables et les autorités de l'une et l'autre partie afin d'empêcher que les tensions ne s'aggravent et de définir la voie à suivre en vue de la reprise des pourparlers.

19. Le Bureau de la Représentante spéciale a continué de coordonner l'élaboration du plan de transition en prévision d'un règlement éventuel de la question, conformément aux dispositions des résolutions 2369 (2017) et 2398 (2018) du Conseil de sécurité. La Force a assisté la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, y compris sur des sujets ayant trait à la politique et au maintien de la paix, et facilité le travail des comités techniques et l'application des mesures que ces derniers adoptent pour améliorer les relations quotidiennes entre les deux communautés. Elle lui a également fourni un appui en matière politique et sur les plans de l'information, de la logistique et de l'administration. En outre, le Bureau de la Représentante spéciale a continué de collaborer étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies.

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque

Indicateurs de succès prévus

Augmentation du nombre de projets conjoints, de manifestations sociales et culturelles, de réunions politiques et économiques et d'autres activités connexes, organisées avec le concours de la Force, qui contribuent à améliorer les relations intercommunautaires (2015/16 : 278 ; 2016/17 : 367 ; 2017/18 : 400)

Prévention ou règlement de tout incident lié à des activités civiles pouvant susciter des tensions entre les deux parties, avec le concours de la Force ou grâce à son intervention directe

Sensibilisation accrue du public au sujet de la Force et du rôle qu'elle joue dans la création de conditions propices à la recherche d'une solution politique

Renforcement du dialogue avec les organisations de femmes de la société civile afin d'intégrer les considérations de genre dans les activités intercommunautaires et dans les activités de sensibilisation à la question de l'égalité des sexes pour améliorer l'image qu'a le public, dans les deux communautés, de la place du genre dans la recherche d'un règlement politique durable

Indicateurs de succès effectifs

Au total, 309 activités bicommunautaires ont été menées, dont 6 réunions de partis politiques.

Le nombre d'activités est inférieur aux prévisions en raison de la suspension des pourparlers de paix en juillet 2017 qui a nui aux efforts faits par la société civile en vue d'organiser des activités bicommunautaires.

Objectif atteint. Aucun incident n'a entraîné une escalade politique.

Objectif atteint, par divers moyens (médias, notes d'information et activités de sensibilisation)

Des représentants des organisations de femmes de la société civile ont participé à 303 activités intercommunautaires officielles organisées par la Force ou avec son concours.

En outre, 11 réunions ont été organisées avec le groupe consultatif sur la question du genre et avec d'autres organisations de femmes de la société civile en vue d'améliorer l'image qu'a le public de la place du genre dans la recherche d'un règlement politique durable.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Soutien à la mise en œuvre de mesures de confiance, organisation d'activités visant à faciliter les travaux des comités techniques et fourniture d'un appui accru pour l'application de leurs décisions, et facilitation des négociations dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre	1 6 38 3	Réunion du Comité technique chargé de la santé Réunions du Comité technique chargé de l'environnement Réunions du Comité technique chargé du patrimoine culturel Réunions du Comité technique chargé des points de passage
Échanges hebdomadaires avec les autorités compétentes, les partis politiques, les représentants de la société civile, notamment ceux qui défendent l'égalité des sexes, et des membres des communautés chypriotes, ainsi qu'avec des organismes et programmes des Nations Unies, des donateurs et la communauté diplomatique, afin d'élargir et de renforcer les rapports intercommunautaires et les activités conjointes pour prévenir ou régler les litiges, y compris ceux revêtant un aspect juridique, susceptibles d'engendrer des tensions, et pour renforcer la confiance entre les communautés et améliorer leurs interactions	Oui	Contacts avec les autorités compétentes des deux parties, y compris au niveau local (municipal), ainsi qu'avec des représentants et membres des communautés et de la société civile
Application d'une stratégie d'information et de communication, dans le cadre des actions menées pour améliorer les relations entre les communautés, promouvoir l'engagement de la société civile et des organisations qui défendent l'égalité des sexes en faveur d'un règlement global de la situation et appuyer la mission de bons offices, comprenant notamment la production de 360 rapports de suivi des médias et de 120 revues et points de presse, la traduction de 4 600 rapports de suivi, la publication de 50 rapports de suivi bilingues de fin de semaine et la rédaction de 1 000 notes d'information, ainsi que l'organisation de rencontres régulières avec la presse qui sont l'occasion pour le Conseiller spécial et la Représentante spéciale de fournir des informations	240 126 1 856 52 980	Rapports de suivi des médias Revue et points de presse Rapports de suivi traduits Rapports de suivi bilingues de fin de semaine Notes d'information Le nombre de rapports de suivi des médias et de traductions est moins élevé que prévu en raison principalement de la suspension des pourparlers de paix en juillet 2017.
Mise en œuvre d'une stratégie d'analyse des médias sociaux comprenant une analyse des actualités, des vues des principales personnes d'influence, de l'activité politique et du débat public sur le problème de Chypre grâce à l'établissement de 52 rapports par année	50	Rapports d'analyse des médias sociaux

Préparation, production et publication de produits destinés aux médias sociaux, comprenant notamment 300 publications sur Facebook, 500 sur Twitter, 250 sur Flickr et 24 sur YouTube, 200 mises à jour de sites Web et 4 campagnes globales menées dans les médias sociaux	304 Publications sur Facebook
	516 Publications sur Twitter
	235 Photos ou publications sur Flickr
	18 Publications sur YouTube
	175 Mises à jour de sites Web
Soutien à l'organisation de 12 manifestations de sensibilisation des communautés de l'île en ce qui concerne la communication et les médias	12 Activités de sensibilisation ont été organisées, notamment des expositions sur la suppression de la violence à l'égard des femmes, des projets et manifestations bicommunautaires, et autres manifestations officielles des Nations Unies.
Soutien à l'organisation d'activités de communication concernant le déminage, l'exploitation et les atteintes sexuelles et les questions relatives au genre, comprenant notamment 4 vidéos, 10 articles et communiqués de presse, 3 réunions-débats, la traduction de 20 documents et la préparation de rencontres avec les médias, selon que de besoin	4 Vidéos
	10 Articles et communiqués de presse
	22 Rapports ou comptes rendus des rencontres entre la presse et des fonctionnaires ont été traduits.
Renforcement de la capacité de la Force de contribuer au travail des médias locaux et de la presse internationale grâce à 300 présentations de fond, 50 interviews et 50 visites accordées aux médias, et à la publication de 30 déclarations à la presse	289 Présentations de fond
	52 Entretiens accordés aux médias
	46 Visites accordées aux média
	28 Déclarations à la presse
Organisation régulière d'activités visant à faciliter les travaux du Comité technique sur l'égalité des sexes et d'autres entités qui défendent l'égalité des sexes, en collaboration avec la mission de bons offices du Secrétaire général	Non Le Comité n'a pas organisé de réunion directe en raison de l'état actuel des pourparlers. Toutefois, la Force est restée en contact avec les organisations de la société civile afin d'examiner les préoccupations des femmes quant à la reprise éventuelle des pourparlers

Réalisation escomptée 1.2 : Accomplissement de progrès vers la normalisation des conditions de vie des habitants de la zone tampon administrée par les Nations Unies, des Chypriotes grecs et des maronites de la partie nord et des Chypriotes turcs de la partie sud

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Poursuite des activités civiles autorisées dans la zone tampon, notamment des projets agricoles, des projets de construction d'immeubles commerciaux et résidentiels, et des projets de réparation et d'entretien des infrastructures (2015/16 : 70 ; 2016/17 : 36 ; 2017/18 : 85)

Au total, 33 projets ont été évalués et 27 approuvés.

Le nombre de projets est inférieur aux prévisions en raison de la diminution des capacités financières des demandeurs d'autorisation de projets de construction dans la zone tampon et de l'intérêt manifesté à l'égard de ces projets.

Augmentation du nombre d'activités civiles autorisées dans la zone tampon (2015/16 : 1 900 ; 2016/17 : 2 033 ; 2017/18 : 2 500)

Au total, 1 654 activités civiles ont été autorisées dans la zone tampon (380 permis d'exploitation agricole, 65 permis de pâturage, 624 permis de travail et 585 autorisations d'accès ont été délivrés). En outre, 725 escortes ont été assurées pour faciliter les activités civiles.

Règlement de toutes les questions soulevées par les communautés minoritaires de l'une et l'autre partie	6 problèmes essentiels concernant les droits civiques, politiques et religieux des minorités chypriotes grecques et turques n'ont toujours pas été résolus. Compte tenu de la nature politique de ces questions, elles ne pourront être réglées sans un changement d'orientation de la part des autorités respectives.
Amélioration des outils de localisation et des instruments permettant de contrôler les activités civiles dans la zone tampon et de répertorier les cas de non-respect des dispositions mises en place	Objectif atteint, par l'identification de 17 zones en vue de la localisation de zones de tension et par la localisation contextuelle en cours, destinée à faciliter le contrôle des cas de non-respect des dispositions applicables

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Vérification et analyse mensuelles des informations (données et cartes) pour soutenir la gestion des activités civiles dans la zone tampon	7 12	Réunions du groupe de travail chargé des analyses Des données ont été recueillies tous les mois.
Visites hebdomadaires à caractère humanitaire auprès des Chypriotes grecs et des maronites de la partie nord	127	Visites humanitaires, dont 12 remises de chèques de pension (uniquement pour les Chypriotes grecs), 77 livraisons de fournitures humanitaires et 38 visites à domicile
Six réunions avec les autorités compétentes pour régler des questions concernant les Chypriotes turcs de la partie sud liées, entre autres, au logement, à l'aide sociale, à l'éducation, à la justice et à l'emploi	6	Réunions et consultations tenues avec les autorités chypriotes grecques compétentes et des civils sur des questions concernant les Chypriotes turcs de la partie sud liées au logement, à l'aide sociale et à l'emploi
Réunions quotidiennes avec les autorités locales et la population civile destinées à promouvoir le respect des procédures de la Force concernant l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles	173 89 190 237	Réunions de sensibilisation à l'intention des agriculteurs Visites conjointes sur le terrain Réunions avec les autorités locales Activités de liaison avec des particuliers
Examen quotidien des demandes émanant de civils pour accéder à la zone tampon ou y exercer une activité	1 695	Demandes ont été examinées.
Contact quotidiens avec les autorités aux fins du règlement des problèmes rencontrés par les deux communautés, notamment dans les domaines éducatif, culturel, religieux et juridique	198	Échanges de correspondance officielle avec les autorités sur des questions éducatives, culturelles et religieuses qui préoccupent les Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs ou d'autres communautés minoritaires de l'île
Visites mensuelles des lieux de détention et surveillance des actions en justice, des deux côtés de l'île, afin de contrôler le bien-être et les conditions de détention (notamment la non-discrimination) des prisonniers et détenus appartenant à un groupe minoritaire et fourniture d'une escorte lors des visites familiales, selon que de besoin	7	Visites de prison ont été effectuées (1 dans la partie nord et 6 dans la partie sud).

Facilitation, grâce aux contacts avec les autorités compétentes et des groupes de la société civile de part et d'autre, de pèlerinages et autres manifestations religieuses ou culturelles dans des lieux situés des deux côtés de l'île ou dans la zone tampon et fourniture d'escortes, selon que de besoin	124	Demandes relatives à des célébrations religieuses et culturelles
Fourniture de conseils juridiques sur des questions relatives à l'exécution du mandat de la Force et aux activités civiles dans la zone tampon	Oui	Des conseils juridiques ont été fournis sur des questions relatives à l'exécution du mandat de la Force et aux relations qu'elle entretient avec les autorités gouvernementales et locales.

Composante 2 : composante militaire

20. Pour donner suite aux recommandations issues de son examen stratégique, la Force a réduit ses effectifs militaires sur le terrain en mars 2018. La composante militaire de la Force a continué d'axer ses activités sur le maintien de la stabilité et sur l'instauration de conditions propices à un règlement politique d'ensemble entre les deux parties. Le respect du cessez-le-feu et le maintien du calme dans la zone tampon sont demeurés les principales priorités, une attention particulière ayant été accordée à la prévention de la détérioration des conditions de sécurité qui risquait de compromettre le processus politique. Pour atteindre ces objectifs, la Force a continué de se réunir régulièrement avec les interlocuteurs des deux parties, afin d'échanger des informations et de régler des questions qui étaient une source de désaccords, et de désamorcer les tensions.

21. La composante militaire a continué d'assurer une liaison efficace à tous les niveaux de commandement entre la Force et les forces en présence. Afin de faciliter l'exécution des tâches qui lui incombent au titre du maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon administrée par les Nations Unies, la composante militaire a continué d'effectuer des patrouilles motorisées et d'appuyer la mise en œuvre de mesures de confiance, telles que les activités de déminage, l'apaisement des tensions entre les forces en présence et l'application équitable des règles régissant l'accès et l'utilisation de la zone tampon. En outre, la composante militaire a continué de fournir un appui à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre lorsque le nombre de réunions de dirigeants et de négociateurs a augmenté, ainsi qu'à la planification de la transition en cours. Le renforcement de la structure de liaison de la composante militaire a permis d'améliorer les échanges et les activités de liaison avec les forces en présence et, partant, d'apaiser efficacement les tensions dans la zone tampon.

Réalisation escomptée 2.1 : Maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Maintien du nombre de violations du cessez-le-feu à son minimum (2015/16 : 200 ; 2016/17 : 194 ; 2017/18 : 250)

Au total, 222 violations ont été signalées pendant l'exercice 2017/18

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
75 796 jours-homme de patrouille motorisée, dont 70 200 jours-homme de patrouille (3 hommes par patrouille x 450 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 1 976 jours-homme de patrouille conjointe avec la police des Nations Unies (2 hommes par patrouille x 19 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 260 jours-homme de patrouille conjointe avec le Bureau intégré de la coordination des activités civiles dans le secteur (1 homme par patrouille x 5 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; et 3 360 jours-homme de patrouille aérienne (4 hommes par patrouille x 70 patrouilles par mois x 12 mois)	98 740	Jours-homme de patrouille motorisée, dont 91 416 jours-homme de patrouille ; 3 848 jours-homme de patrouille conjointe avec la police des Nations Unies ; 260 jours-homme de patrouille conjointe avec le Bureau intégré de la coordination des activités civiles dans le secteur ; 3 216 jours-homme de patrouille aérienne Le produit exécuté est supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du volume des activités civiles non autorisées dans la zone tampon et de la réaction des forces en présence, ce qui a provoqué des violations telles que des constructions et des dépassements d'effectifs par les forces en présence.
5 720 jours-homme de patrouille motorisée effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 1 872 dans le secteur 1 (2 hommes par patrouille x 18 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 1 560 dans le secteur 2 (2 hommes par patrouille x 15 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; et 2 288 dans le secteur 4 (2 hommes par patrouille x 22 patrouilles x 52 semaines)	5 720	Jours-homme de patrouille motorisée effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 1 560 dans le secteur 1, 1 872 dans le secteur 2 et 2 288 dans le secteur 4
10 220 jours-homme de service dans des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 3 285 dans le secteur 1, au Camp San Martin (5 hommes x 365 jours) et au camp Roca (4 hommes x 365 jours) ; 2 190 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley (6 hommes x 365 jours) ; 1 825 dans le secteur 4, au camp Général Stefanik (4 hommes x 365 jours) et au camp Szent István (1 homme x 365 jours) ; et 2 920 dans la zone protégée par les Nations Unies (8 hommes x 365 jours)	10 220	Jours-homme de service dans des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 3 285 dans le secteur 1, au Camp San Martin ; 2 190 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley ; 1 825 dans le secteur 4, au camp Général Stefanik et au camp Szent István ; et 2 920 dans la zone protégée par les Nations Unies
12 045 jours-homme de service en poste d'observation permanent (11 postes x 1 homme par poste x 3 roulements x 365 jours)	12 045	Jours-homme de service en poste d'observation permanent
365 jours-homme de service en poste d'observation de jour (1 poste x 1 homme x 365 jours)	365	Jours-homme de service en poste d'observation de jour
23 725 jours-homme de service pour assurer la sécurité des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 2 920 dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca (2 hommes par camp x 2 camps x 2 roulements x 365 jours) ;	23 725	Jours-homme de service pour assurer la sécurité des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 2 920 dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca ; 2 920 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley ; 4 380 dans le secteur 4, au camp Général Stefanik et au camp Szent

2 920 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley (8 hommes x 365 jours) ; 4 380 dans le secteur 4, aux camps Général Stefanik et Szent István (3 hommes par camp x 2 camps x 2 roulements x 365 jours) ; et 13 505 dans la zone protégée par les Nations Unies (37 hommes x 365 jours)

1 320 heures de patrouille et d'appui aériens (110 heures de vol par mois x 12 mois) sur toute la longueur de la zone tampon

6 955 contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence, à tous les niveaux, sur les questions concernant la zone tampon, se répartissant comme suit : 1 480 au quartier général de la Force (14 contacts par semaine x 52 semaines x 2 officiers de liaison ; 1 contact par mois avec le commandant de la Force x 12 mois ; et 1 contact par mois avec le chef d'état-major x 12 mois) et 5 475 au niveau des secteurs (15 contacts x 365 jours)

52 560 jours-homme de service dans une section de réserve d'intervention rapide, dont 17 520 en position d'astreinte à 2 heures (16 hommes par section x 3 secteurs x 365 jours) ; 9 855 en position d'astreinte à 30 minutes (9 hommes par section x 3 secteurs x 365 jours) ; 18 250 au niveau de la réserve mobile de la Force en position d'astreinte à 2 heures (25 hommes par section x 2 sections x 365 jours) ; 2 190 jours-homme de réserve de réaction rapide (3 hommes x 2 sections x 365 jours) ; 1 095 au niveau des patrouilles hélicoptérées en position d'astreinte à 30 minutes (3 hommes x 1 hélicoptère x 365 jours) ; 3 650 jours-homme de patrouille de police militaire (2 hommes de la police militaire de la Force par patrouille x 5 patrouilles par jour x 365 jours)

Surveillance quotidienne de la zone tampon par télévision en circuit fermé, système de localisation de cibles, GPS et moyens d'observation nocturne

3 850 jours-homme d'appui, dont 1 250 auprès des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des missions de bons offices et des autres participants aux activités de renforcement de la confiance, de réconciliation et d'aide humanitaire et aux

István ; et 13 505 dans la zone protégée par les Nations Unies

1 165 Heures de patrouille et d'appui aériens

Le produit inférieur aux prévisions s'explique par la réduction du nombre d'heures de vol résultant de l'initiative prise par le Secrétaire général pour accroître l'efficacité et l'efficience des opérations aériennes.

6 955 Contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence, à tous les niveaux, sur les questions concernant la zone tampon, dont 1 480 au quartier général de la Force et 5 475 au niveau des secteurs

52 560 Jours-homme de service dans une section de réserve d'intervention rapide, dont 17 520 en position d'astreinte à 2 heures ; 9 855 en position d'astreinte à 30 minutes ; 18 250 au niveau de la réserve mobile de la Force en position d'astreinte à 2 heures ; 2 190 jours-homme de réserve de réaction rapide ; 1 095 au niveau des patrouilles hélicoptérées en position d'astreinte à 30 minutes et 3 650 jours-homme de patrouille de police militaire

Oui Surveillance effectuée par télévision en circuit fermé, système de localisation de cibles, GPS et moyens d'observation nocturne

4 880 Jours-homme d'appui, dont 418 auprès des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des missions de bons offices et des autres participants aux activités de renforcement de la confiance, de réconciliation et d'aide humanitaire et aux réunions des dirigeants et représentants des deux parties ; 2 016 lors

réunions des dirigeants et représentants des deux parties ; 150 lors d'événements officiels ; 500 jours/homme d'aide humanitaire à des activités de réapprovisionnement ; et 1 950 jours d'appui sous la forme d'une aide militaire lors des événements publics, notamment les pèlerinages, les commémorations, les manifestations et les rencontres entre communautés

d'événements officiels ; et 2 446 jours d'appui sous la forme d'une aide militaire lors des événements publics, notamment les pèlerinages, les commémorations, les manifestations et les rencontres bicommunautaires

Les résultats supérieurs aux prévisions tiennent principalement à l'augmentation du nombre de manifestations pendant la période à l'examen.

Entretien et surveillance de 11 592 mètres de clôture entourant les 4 champs de mines restants ; repérage et neutralisation de mines dans les zones dangereuses à l'appui des mesures de protection de la Force et de confiance

11 592 Mètres de clôture entourant les 4 champs de mines restants ont été entretenus et surveillés.

Composante 3 : police des Nations Unies

22. La police des Nations Unies a continué de se concentrer sur le renforcement de la confiance entre les deux communautés et sur les activités liées à l'utilisation plus fréquente de la zone tampon à des fins civiles. Elle a également renforcé son appui aux autres composantes en intensifiant ses patrouilles, et a continué de mettre à profit ses relations avec les forces de police respectives et les autres autorités compétentes ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales des deux parties pour définir des stratégies plus efficaces de lutte contre la criminalité et pour faciliter, au besoin, les enquêtes sur les infractions commises dans la zone tampon. La composante a continué de soutenir l'application de mesures de confiance, de chercher de nouvelles façons de promouvoir la coopération entre les autorités de police des deux parties dans les affaires criminelles touchant les deux communautés, et d'appuyer les missions de bons offices du Secrétaire général concernant le Comité technique de la criminalité et des questions pénales et à la salle de communication mixte. Elle a également continué de contribuer au bon fonctionnement du point de passage de Limnitis/Yeşilirmak grâce à l'organisation d'escortes.

Réalisation escomptée 3.1 : Renforcement du maintien de l'ordre dans la zone tampon

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Diminution du nombre d'incidents ou de violations graves grâce au renforcement des mesures de prévention et de la coopération avec les services de police des deux parties et d'autres entités chargées du maintien de l'ordre (2015/16 : 165 ; 2016/17 : 173 ; 2017/18 : 155)

410 violations ont été commises pendant l'exercice 2017/18.

L'augmentation du nombre de violations s'explique principalement par l'accroissement du nombre d'activités de chasse dans la zone tampon et l'augmentation du nombre de décharges sauvages et des vols.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre*

Observations

5 840 jours-homme de patrouille de la police des Nations Unies (2 policiers par équipe x 8 équipes de police x 365 jours)

7 337

Jours-homme de patrouille de la police des Nations Unies

		Les résultats supérieurs aux prévisions s'expliquent principalement par le ciblage des domaines d'intérêt spécifiques impliquant la chasse, le braconnage, la contrebande, le vol, la décharge sauvage et d'autres activités illégales.
5 110 jours-homme de surveillance des points de passage effectués par la police des Nations Unies (2 agents x 7 points de passage x 365 jours)	4 496 Jours-homme d'assistance de la police des Nations Unies	Les résultats inférieurs aux prévisions s'expliquent par le fait que le nombre de points de passage à surveiller a été moins élevé que prévu, car les points de passage de Deryneia/Derynia et Lefka/Lefke n'étaient pas ouverts à la fin de 2017.
520 jours-homme d'aide humanitaire fournie par la police des Nations Unies aux Chypriotes grecs et aux maronites dans la partie nord et aux Chypriotes turcs dans la partie sud (2 policiers x 5 jours par semaine x 52 semaines)	520 Jours-homme d'aide humanitaire de la police des Nations Unies	
3 952 jours-homme de contribution de la police des Nations Unies aux activités liées à la réglementation de l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles (7 policiers x 5 jours par semaine x 52 semaines = 1 820 ; et 41 policiers x 1 jour par semaine x 52 semaines = 2 132)	3 952 Jours-homme de contribution de la police des Nations Unies	
312 jours-homme de contribution de la police des Nations Unies aux activités de liaison avec les autorités de police des deux parties et d'autres entités chargées du maintien de l'ordre (2 policiers x 3 jours de réunion par semaine x 52 semaines)	312 Jours-homme de contribution de la police des Nations Unies	
728 jours-homme de contribution de la police des Nations Unies à l'organisation d'escortes au point de passage de Limnitis/Yeşilirmak (2 policiers par jour x 7 jours par semaine x 52 semaines)	728 Jours-homme de contribution de la police des Nations Unies	
48 jours-homme d'assistance technique de la police des Nations Unies au Comité technique de la criminalité et des questions pénales (1 policier x 1 jour de réunion par semaine x 48 semaines)	48 Jours-homme d'assistance de la police des Nations Unies	
260 jours-homme de contribution de la police des Nations Unies aux activités de liaison et de surveillance de la salle de communication mixte (1 policier x 5 jours par semaine x 52 semaines)	260 Jours-homme de contribution de la police des Nations Unies	

Composante 4 : appui

23. Pendant l'exercice considéré, la composante appui a, aux fins de l'exécution du mandat de la Force, assuré des services efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité en matière de logistique, de finances, d'administration et de sécurité. Pour ce faire, elle a exécuté les produits prévus et amélioré les services, tout en réalisant des gains d'efficacité, en particulier dans la gestion des carburants et le recours aux mécanismes de contrôle pour réduire les coûts. Les dispositifs de suivi et de contrôle ont permis de réduire la consommation du carburant destiné à l'aviation et aux transports terrestres et, parallèlement, l'installation de panneaux solaires et un recours accru au réseau électrique national ont permis de réduire la consommation de combustible pour le chauffage et le fonctionnement des groupes électrogènes.

24. La Force a acquis 23 véhicules afin d'entamer l'exécution du plan quinquennal de remplacement des véhicules de location par des véhicules appartenant à l'ONU. Elle a également rapatrié neuf véhicules blindés de transport de troupes appartenant aux contingents, conformément aux recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'examen stratégique de la Force (S/2017/1008).

25. Pendant l'exercice, la Force a continué de fournir un appui logistique et administratif complet à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre et au Comité des personnes disparues à Chypre, ainsi qu'un appui à d'autres organismes des Nations Unies menant des activités sur l'île, en fonction des besoins.

Réalisation escomptée 4.1 : Fourniture à la Force de services d'appui rapides, efficaces, efficaces et responsables

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Pourcentage d'heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exception des missions de recherche et sauvetage, d'évacuation sanitaire primaire et d'évacuation sanitaire secondaire) (2015/16 : 80 % ; 2016/17 : ≥ 90 % ; 2017/18 : ≥ 90 %)	96,0 %
Engagements de l'exercice précédent annulés en pourcentage des engagements reportés d'exercices antérieurs (2015/16 : 12,3 % ; 2016/17 : ≤ 5 % ; 2017/18 : ≤ 5 %)	3,5 %
Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2015/16 : 3 % ; 2016/17 : 5 % ; 2017/18 : 6 %)	5,4 %
Pourcentage annuel moyen de femmes parmi les membres du personnel civil recruté sur le plan international (2015/16 : 52 % ; 2016/17 : ≥ 50 % ; 2017/18 : ≥ 50 %)	50,0 %
Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats, pour tous les postes ouverts à un recrutement international (2015/16 : 24 ; 2016/17 : ≤ 50 ; 2017/18 : ≤ 48)	55 jours
Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement à des postes spécifiques, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats,	33 jours

pour tous les postes ouverts à un recrutement international (2017/18 : ≤ 130)

Score global sur le tableau de bord environnemental du Département de l'appui aux missions (2017/18 : 100 %)

74,0 %

Le score inférieur aux prévisions s'explique par la demande en énergie supérieure à la moyenne, le niveau élevé de la consommation d'eau dans un pays soumis à un stress hydrique modéré et la forte production de déchets, pour lesquels les rares possibilités de recyclage disponibles sont peu exploitées. Le score a toutefois été influencé positivement par le bon rendement de la production d'électricité de la Force, qui a eu accès au réseau électrique national et aux systèmes d'épuration municipaux.

Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2016/17 : ≥ 85 % ; 2017/18 : ≥ 85 %)

88,6 %

Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2015/16 : 70 % ; 2016/17 : 100 % ; 2017/18 : 100 %)

70,0 %

Le taux de respect de la politique est inférieur aux prévisions car l'ordre de priorité des activités a été revu afin de couvrir des dépenses au titre du personnel civil plus élevées que le montant inscrit au budget. À la fin de l'exercice, des mesures correctives avaient été mises en place pour favoriser l'application de la politique.

Score global concernant l'indice de performance en matière de gestion du matériel du Département de l'appui aux missions, sur la base de 20 indicateurs de résultats clefs (2015/16 : 1 872 ; 2016/17 : ≥ 1 800 ; 2017/18 : ≥ 1 800)

1 827

Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents hébergés dans des locaux conformes aux normes des missions des Nations Unies, conformément aux mémorandums d'accord (2016/17 : 100 % ; 2017/18 : 100 %)

100 %

Respect des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2015/16 : 99 % ; 2016/17 : ≥ 95 % ; 2017/18 : ≥ 95 %)

Le respect des normes s'est établi à 99,5 % pour les neuf indicateurs de résultats clefs relatifs au niveau des services et à 98,5 % pour deux indicateurs relatifs à la conformité des stocks.

Nombre mensuel d'accidents de la route (2015/16 : 3,1 ; 2016/17 : 3 ; 2017/18 : 3)

En moyenne, 4,25 accidents se sont produits tous les mois.

Le nombre d'accidents de la route supérieur aux prévisions s'explique principalement par le fait que les nouveaux membres du personnel connaissent mal les conditions de circulation à Chypre.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Mise en œuvre du plan d'action pour l'environnement dans l'ensemble de la zone de la mission, conformément à la stratégie environnementale du Département de l'appui aux missions	Oui	Des projets environnementaux ont été exécutés afin de réduire l'empreinte carbone de la Force et des campagnes ont été menées régulièrement pour encourager les économies d'énergie, notamment par la distribution de circulaires.
Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan de gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui aux missions	Oui	Un appui à l'exécution de la stratégie a été fourni dans le cadre de processus d'examen et de révision continus.
Remplacement de 25 % des photocopieuses et des expéditeurs numériques par des appareils multifonctions plus efficaces afin de réduire les coûts d'entretien et la consommation d'électricité	10	Pour cent (3 photocopieuses sur 29 ont été remplacées) Le pourcentage inférieur aux prévisions est dû à la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses au titre du personnel civil plus élevées que le montant inscrit au budget.
Services de transport aérien		
Exploitation et entretien de 3 hélicoptères	3	Hélicoptères
Exécution d'un total de 1 320 heures de vol prévues pour l'ensemble des services, y compris le transport de passagers, le fret, les patrouilles et les missions d'observation, les missions de recherche et sauvetage et les missions d'évacuation sanitaire primaire et secondaire	1 165	Heures de patrouille et d'appui aériens Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réduction du nombre d'heures de vol dans le cadre de l'initiative du Secrétaire général visant à accroître l'efficacité et l'efficience des opérations aériennes.
Contrôle des normes de sécurité aérienne pour 3 appareils, ainsi que 17 aérodromes et sites d'atterrissage	3 17	Appareils Aérodromes et zones d'atterrissage
Services budgétaires, financiers et d'établissement des rapports		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 56,7 millions de dollars, comprenant des contributions volontaires en nature chiffrées à 0,7 million de dollars	54,0	Millions de dollars approuvés dans le budget et 0,7 million de dollars en contributions volontaires en nature
Services au personnel civil		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 160 civils (38 agents recrutés sur le plan international et 122 recrutés sur le plan national), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la	35 115	Agents recrutés sur le plan international (effectif moyen) Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)

gestion des postes, l'établissement du budget, la formation et la gestion de la performance

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre et au Comité des personnes disparues, notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, les voyages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget, la formation et la gestion de la performance

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Services d'entretien et de réparation portant sur 57 installations de la mission réparties entre 26 sites, y compris le traitement d'un nombre annuel moyen de 3 800 demandes de services

Exécution de 7 projets de construction, de rénovation et d'aménagement, y compris l'entretien de 100 kilomètres de route et de 17 sites de poser d'hélicoptères

Exploitation et entretien de 59 groupes électrogènes appartenant à l'ONU

Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (dont 6 stations d'épuration) dans 4 sites de la Force

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 26 sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de blanchisserie dans 26 sites, et de services de restauration dans 6 sites

Oui Des services de gestion des ressources humaines ont été fournis à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre (pour un effectif moyen de 13 agents recrutés sur le plan international et 5 agents recrutés sur le plan national) et au Comité des personnes disparues (pour un effectif moyen de 2 agents recrutés sur le plan international et 1 agent recruté sur le plan national).

3 401 Demandes traitées

26 Un entretien préventif a été prévu pour les groupes électrogènes, les climatiseurs, les réfrigérateurs et les congélateurs de 20 positions militaires et de 6 postes de police.

5 Projets de construction, de rénovation et d'aménagement

Le nombre inférieur aux prévisions est dû à la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses au titre du personnel civil plus élevées que le montant inscrit au budget.

18 Sites de poser d'hélicoptère entretenus

Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par la réouverture du site de poser d'hélicoptère au poste de commandement 10 au vu des besoins opérationnels.

104,9 Kilomètres de pistes de patrouille entretenues

52 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU

Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réduction des stocks de groupes électrogènes conformément aux recommandations issues de l'examen des besoins de la Force en la matière.

6 Installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU

26 Sites

26 Sites (services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de blanchisserie)

6 Sites (services de restauration)

Services de gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 1 152 331 litres de carburant (233 800 pour les opérations aériennes, 728 757 pour les transports terrestres et 189 774 pour les groupes électrogènes et d'autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage	904 999	Litres de carburant (nombre total)
	202 005	Litres de carburant aviation Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réduction du nombre d'heures de vol dans le cadre de l'initiative du Secrétaire général visant à accroître l'efficacité et l'efficience des opérations aériennes.
	587 760	Litres de carburant destinés aux transports terrestres Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par le maintien d'un certain nombre de dispositifs de suivi et de contrôle.
	115 234	Litres de carburant destinés aux générateurs et aux appareils de chauffage Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par l'installation de panneaux solaires et le recours accru au réseau électrique national.

Services relatifs aux technologies géospatiales, à l'informatique et aux télécommunications

Fourniture de 322 radios portatives, de 215 radios mobiles pour véhicules et de 48 stations de radio de la base, ainsi que de l'appui y afférent	324	Radios portatives
Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de vidéoconférence et d'échange de données, de 8 centraux téléphoniques, de 31 liaisons hertziennes et de 5 terminaux de réseau satellitaire mondial à large bande, et gestion de 361 forfaits pour téléphones satellitaires et mobiles	209	Radios mobiles pour véhicules
	52	Stations de radio de la base
	8	Centraux téléphoniques
	31	Liaisons hertziennes
	5	Terminaux de réseau satellitaire mondial à large bande
	361	Forfaits pour téléphones satellitaires et mobiles
Fourniture de 255 ordinateurs et de 45 imprimantes pour un effectif moyen de 295 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 190 ordinateurs et 19 imprimantes destinés aux membres des contingents, et fourniture de services d'appui connexe et d'autres services communs	255	Ordinateurs pour 295 utilisateurs civils et en tenue
	51	Imprimantes pour 295 utilisateurs civils et en tenue
	190	Ordinateurs destinés aux membres des contingents
	26	Imprimantes destinées aux membres des contingents
Fourniture de services d'appui et de maintenance pour 6 réseaux locaux et réseaux étendus dans 25 sites	6	Réseaux locaux
Analyse de données géospatiales portant sur une surface de 10 000 km ² , mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 300 cartes	Oui	L'analyse a été effectuée au moyen du système d'intégration et de diffusion des données géospatiales.
	145	Cartes produites (plus de 300 exemplaires imprimés)

Services médicaux

Exploitation et entretien de centres de soins appartenant à l'ONU (4 cliniques ou dispensaires de niveau I et 7 postes de premiers secours) et appui aux centres de soins appartenant aux contingents (2 cliniques de niveau I) sur 6 sites	4 Centres de soins de niveau I
	7 Postes de premiers secours
	2 Centres de soins de niveau I appartenant aux contingents
Entretien des dispositifs d'évacuation sanitaire vers 7 centres de soins (2 de niveau III, 5 de niveau IV) sur 4 sites dans la zone de la mission	2 Centres de soins de niveau III
	5 Centres de soins de niveau IV

Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture de services de gestion de la chaîne d'approvisionnement, notamment d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'acquisition de biens et de produits de base d'une valeur estimée à 6,1 millions de dollars, et, dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 22,6 millions de dollars, et communication de l'information y relative	6,0 Millions de dollars pour les biens et les produits de base
	16,1 Millions de dollars pour les immobilisations corporelles, les stocks avec ou sans valeur marchande et les équipements (au 30 juin 2018)

Services au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 957 militaires et policiers (52 officiers d'état-major, 836 membres des contingents et 69 membres de la police des Nations Unies)	811 Membres des contingents (effectif moyen)
	52 Officiers d'état-major (effectif moyen)
	68 Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen)
	Le nombre de membres des contingents moins élevé que prévu s'explique par l'application, à compter de mars 2017, de la recommandation issue de l'examen stratégique tendant à faire passer le nombre de militaires déployés de 888 à 802.
Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 3 unités militaires réparties dans 4 sites	Oui Des vérifications ont été effectuées tous les mois dans la zone d'opérations de la Force, des rapports de vérification trimestriels ont été présentés au quartier général et 2 grandes tournées d'inspection ont été organisées
Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 888 membres des contingents	863 Membres des contingents (effectif moyen)

Appui au traitement des demandes d'indemnités et prestations pour un effectif moyen de 955 militaires et policiers

Appui au traitement de 16 demandes de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation et de 1 demande de voyage à des fins de formation

Services de gestion des véhicules et des transports terrestres

Exploitation et entretien de 186 véhicules appartenant à l'ONU (128 véhicules légers, 30 véhicules à usage spécial, 4 ambulances, 1 véhicule blindé, et 23 autres véhicules, remorques et attelages spécialisés), 32 véhicules appartenant aux contingents, 80 véhicules en location, et fourniture de services de sécurité routière et d'autres services de transport

Sécurité

Établissement, actualisation et soumission de documents essentiels relatifs à la sécurité, notamment le plan de sécurité pour le pays, les évaluations des risques de sécurité, les comptes rendus d'incidents, les mises à jour et bilans relatifs à la sécurité et les rapports portant sur les opérations d'évacuation et de réception

Mise en œuvre de mesures de sécurité incendie adéquates afin de garantir une intervention efficace en cas d'incendie, d'atténuer les dégâts et de prévenir les risques, dans l'ensemble des installations de l'ONU

- 863 Membres des contingents
- 68 Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen)
- 13 Demandes de voyages en dehors de la zone de la mission
- 8 Demandes de voyage à des fins de formation
- 180 Véhicules appartenant à l'ONU
Ce chiffre est inférieur aux prévisions en raison de la comptabilisation en pertes de 6 véhicules.
- 23 Véhicules appartenant aux contingents
Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par le rapatriement de 9 véhicules blindés de transport de troupes, conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique de la Force.
- 85 Véhicules de location
Le nombre plus élevé que prévu s'explique par le fait que, alors qu'il était proposé d'acquérir 20 véhicules destinés à remplacer les véhicules de location, un nombre inférieur a été approuvé (15).
- Oui L'exécution du produit a consisté à réviser le plan de sécurité pour le pays, qui comprend divers plans d'urgence, y compris un plan d'évacuation/de réinstallation, un plan d'intervention en cas de lourd bilan humain, des plans de gestion des crises, un plan de communication et un plan de coordination en cas d'urgence, et à mettre à jour l'évaluation des risques de sécurité et les normes minimales de sécurité applicables au domicile et les normes minimales de sécurité opérationnelle pour le système de gestion de la sécurité des Nations Unies à Chypre.
- Oui L'exécution de ce produit a consisté à mener des évaluations périodiques de la sécurité incendie, des mesures de prévention et des risques, à organiser des cours de formation à la sécurité incendie à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission, à effectuer des exercices d'évacuation incendie, à coordonner étroitement les activités avec les services d'urgence du pays hôte, notamment dans le cadre de réunions, et à revoir les plans d'urgence en cas d'incendie, à savoir les plans de sécurité, les plans d'intervention immédiate, y compris pour les incendies causés par des combustibles, et les plans d'évacuation d'urgence.

Délivrance de plus de 1 300 cartes d'identité de l'ONU et badges d'accès à la zone protégée par les Nations Unies aux différentes catégories de personnel qui doivent avoir accès à cette zone et au camp des Bérêts bleus

2 013 Cartes d'identité et badges d'accès
Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que davantage de membres du personnel militaire que prévu ont eu besoin de cartes d'identité compte tenu des relèves supplémentaires opérées par les pays fournisseurs de contingents.

Coordination de la protection rapprochée offerte aux hauts responsables de la Force et aux personnalités en visite

Oui L'exécution du produit a consisté à fournir un appui en matière de sécurité, à assurer liaison et à mettre en place des mesures de sécurité, y compris, mais sans s'y limiter, des services de protection rapprochée grâce aux ressources de la mission, au Gouvernement hôte et, dans certains cas, aux entités chargées de la sécurité internationale.

Contrôle semestriel des conditions de sécurité aux domiciles du responsable désigné/chef de mission et d'autres membres du personnel

Non Aucun contrôle aux domiciles n'a été réalisé pendant l'exercice 2017/18 car les conditions de sécurité sont restées stables et aucun changement de résidence n'a eu lieu.

Initiation à la sécurité, formation de base à la prévention des incendies et exercices d'évacuation en cas d'incendie à l'intention des nouveaux arrivants

Oui Ce produit a été exécuté par l'organisation de stages obligatoires sur les questions de sécurité et la lutte contre les incendies, de séances d'information et de stages périodiques de formation des formateurs pour tout le personnel des Nations Unies affecté à Chypre, et d'exercices de lutte contre les incendies pour le personnel civil, la police des Nations Unies et le personnel militaire.

Déontologie et discipline

En collaboration avec la Section régionale déontologie et discipline, mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline ainsi que de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles pour l'ensemble du personnel militaire, du personnel civil et du personnel de police, comprenant des activités de formation, de prévention et de suivi, et des recommandations concernant les mesures disciplinaires à prendre en cas de faute professionnelle

Oui Des séances de formation ont été organisées à l'intention de 1 587 membres du personnel (1 327 militaires, 56 membres de la police des Nations Unies, 147 civils et 57 agents contractuels).

Application des procédures de la commission d'enquête conformément aux directives du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

Oui Pendant l'exercice, une commission d'enquête a été constituée et le personnel de la mission a reçu des informations sur les procédures de celle-ci.

VIH/sida

En collaboration avec le Groupe du VIH/sida de la FINUL, organisation de 2 campagnes de consultation et de dépistage confidentiels du VIH, dans le cadre d'une démarche volontaire, à l'intention de toutes les catégories de personnel de la Force

Non Aucun dépistage volontaire (test de base) n'a été effectué dans les centres médicaux de l'ONU, et il n'a pas été offert de services de consultation confidentiels étant donné que les gouvernements qui fournissent des contingents font passer un examen médical aux soldats avant leur déploiement.

Organisation d'une campagne en faveur des changements sociaux et comportementaux aux fins de la prévention du VIH, au moyen notamment de supports de sensibilisation, d'éducation par les pairs, d'information et de communication destinés à tout le personnel de la Force

Oui Des programmes de sensibilisation ont été mis en place (formation initiale obligatoire, distribution de préservatifs masculins et féminins, célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le sida et poursuite de la campagne « Stigma fuels HIV » dans différentes langues).

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	21 699,4	21 052,8	646,6	3,0
Police des Nations Unies	2 257,0	2 433,0	(176,0)	(7,8)
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	23 956,4	23 485,8	470,6	2,0
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	5 525,0	6 284,5	(759,5)	(13,7)
Personnel recruté sur le plan national	7 407,0	8 601,9	(1 194,9)	(16,1)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	192,0	149,8	42,2	22,0
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Total partiel	13 124,0	15 036,2	(1 912,2)	(14,6)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	40,1	37,7	2,4	6,0
Voyages	259,8	229,4	30,4	11,7
Installations et infrastructures	7 702,4	6 824,2	878,2	11,4
Transports terrestres	2 653,9	2 842,7	(188,8)	(7,1)
Opérations aériennes	2 450,9	2 297,6	153,3	6,3
Opérations maritimes ou fluviales	–	23,2	(23,2)	–
Communications	793,3	678,3	115,0	14,5
Informatique	930,8	1 003,2	(72,4)	(7,8)
Santé	443,4	173,9	269,5	60,8
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 645,0	1 345,6	299,4	18,2
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	16 919,6	15 455,8	1 463,8	8,7
Total brut	54 000,0	53 977,8	22,2	0,0
Recettes provenant des contributions du personnel	2 197,9	2 433,4	(235,5)	(10,7)
Total net	51 802,1	51 544,4	257,7	0,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	651,2	437,1	214,1	32,9
Total	54 651,2	54 414,9	236,3	0,4

^a Dont une contribution du Gouvernement chypriote au titre des services d'entretien des locaux de la Force et de l'acquisition de matériel pour les installations et infrastructures, ainsi que des rations.

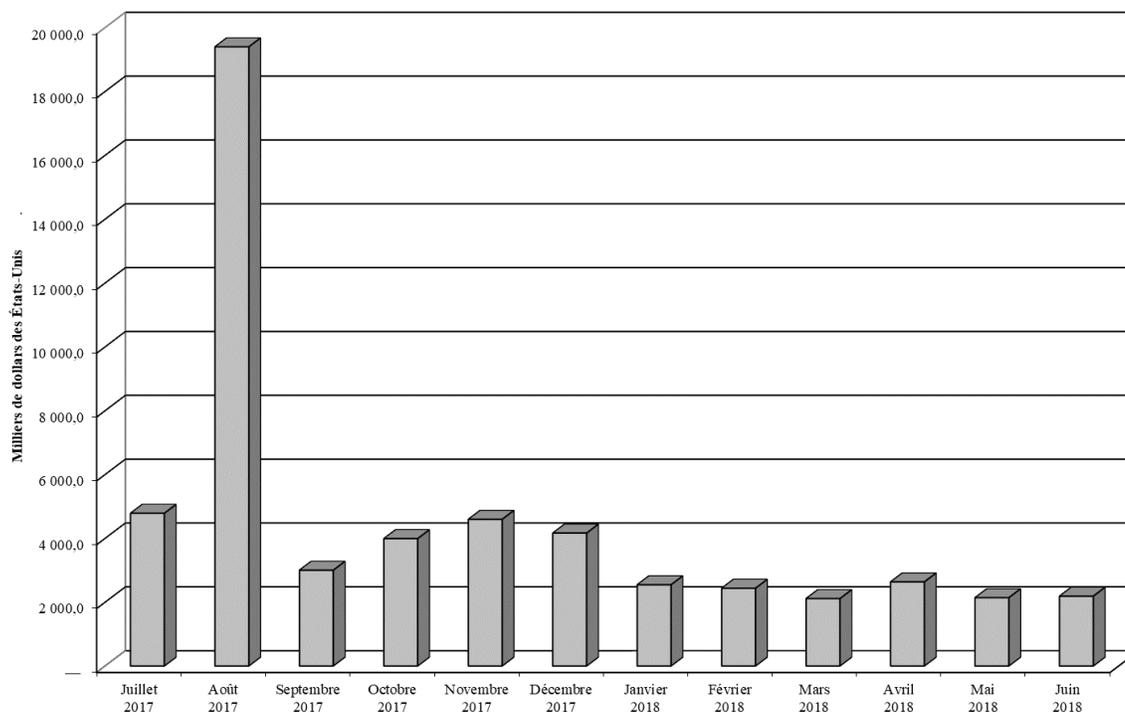
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégories</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	23 956	(448)	23 508
II. Personnel civil	13 124	1 912	15 036
III. Dépenses opérationnelles	16 920	(1 464)	15 456
Total	54 000	–	54 000
Pourcentage de réaffectations			3,5

26. Pendant l'exercice considéré, des fonds ont été réaffectés de la catégorie I (Militaires et personnel de police) et de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) à la catégorie II (Personnel civil) pour couvrir les dépenses plus élevées que prévu au titre des salaires, imputables à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis. Des ressources de la catégorie I ont pu être réaffectées car les dépenses étaient inférieures aux prévisions en raison de la réduction des effectifs militaires, conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique de la Force. La réaffectation des ressources de la catégorie III a été rendue possible par la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel civil.

C. Évolution des dépenses mensuelles



27. Le pic de dépenses enregistré en juillet et en août 2017 s'explique principalement par la comptabilisation d'engagements au titre du remboursement, aux

pays fournisseurs de contingents, des coûts standard et des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents et au soutien logistique autonome apporté pour les services assurés pendant l'exercice 2017/18.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	218,4
Produits divers ou accessoires	143,4
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	261,9
Total	623,7

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Contingents	
Matériel majeur	1 126,2
Soutien logistique autonome	191,4
Total	1 317,6

<i>Facteurs applicables à la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	–	–	–
Usage opérationnel intensif	–	–	–
Actes d'hostilité ou abandon forcé	1,7	1 ^{er} juillet 2017	31 janvier 2018
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	908,1
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	908,1

^a Y compris la valeur marchande de l'usage des postes d'observation et des bâtiments à usage de bureaux ou de logements mis à la disposition des contingents et de la police des Nations Unies par le Gouvernement chypriote.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	646,6	3,0 %

28. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par l'application, à compter de mars 2018, de la recommandation issue de l'examen stratégique de la Force consistant à faire passer le nombre de militaires déployés de 888 à 802, d'où un taux de vacance de postes effectif moyen plus élevé que ce qui était prévu au budget (2,8 % contre 0 %) et des dépenses inférieures aux prévisions concernant : a) le taux standard de remboursement, les indemnités et les voyages liés au déploiement, à la relève et au rapatriement, du fait du retrait de personnel militaire déployé ; b) le remboursement du matériel majeur appartenant aux contingents, en raison du rapatriement de neuf véhicules blindés de transport de troupes.

29. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre : a) de l'indemnité de subsistance (missions) et des rations en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen étant de 0,842 euro pour 1 dollar contre un taux de 0,956 euro pour 1 dollar dans le budget de l'exercice 2017/18 ; b) du fret, en raison du rapatriement imprévu de neuf véhicules blindés de transport de troupes, tel que recommandé dans le cadre de l'examen stratégique de la Force.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	(176,0)	(7,8 %)

30. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen étant de 0,842 euro pour 1 dollar contre un taux de 0,956 euro pour 1 dollar dans le budget de l'exercice 2017/18 ; b) le taux de vacance effectif moyen (1,4 %) inférieur au taux prévu au budget (3 %), en raison de l'accélération du recrutement de membres de la police.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(759,5)	(13,7 %)

31. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait : a) qu'un coefficient d'ajustement moyen plus élevé que celui prévu au budget (22,3 % contre 9,5 %) a été appliqué au montant des traitements, essentiellement du fait de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis ; b) que le taux de vacance de postes effectif moyen (5,4 %) a été inférieur à celui prévu au budget (6,0 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(1 194,9)	(16,1 %)

32. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen étant de 0,842 euro pour 1 dollar contre un taux de 0,956 euro pour 1 dollar dans le budget de

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

l'exercice 2017/18 ; b) un taux de vacance de postes effectif moyen des agents des services généraux recrutés sur le plan national (1,7 %) inférieur aux prévisions (4,0 %). Le dépassement a été en partie compensé par le taux de vacance de postes effectif moyen des administrateurs recrutés sur le plan national (50,0 %) supérieur aux prévisions (0 %), en raison du retard pris dans la recherche de candidats qualifiés, d'où des traitements et des dépenses communes de personnel moins élevés que prévu.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	42,2	22,0 %

33. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le remplacement d'un nombre de membres du personnel en congé de maladie de longue durée et en congé de maternité inférieur au nombre prévu au budget.

	<i>Écart</i>	
Voyages	30,4	11,7 %

34. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses au titre du personnel civil plus élevées que prévu, d'où un nombre de voyages inférieur à celui prévu au budget (92 contre 117).

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	878,2	11,4 %

35. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses au titre du personnel civil supérieures aux prévisions en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, ce qui explique : a) le report de l'installation de panneaux solaires à la sous-station du camp des Bérets bleus dans la zone protégée par les Nations Unies ; b) le report des services d'entretien de l'infrastructure, du matériel électrique, du matériel de télévision en circuit fermé et du matériel anti-incendie ; c) l'acquisition de moins de matériel anti-incendie que ce qui était prévu pour l'exercice 2017/18 ; d) la décision de ne pas acheter de jumelles et de dispositifs de vision nocturne.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(188,8)	(7,1 %)

36. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) le coût de la location de véhicules supérieur aux prévisions en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis et de retards d'en moyenne 5,5 mois dans la livraison de 15 véhicules de remplacement acquis pendant l'exercice considéré ; b) l'acquisition de 23 véhicules légers de transport de passagers (fourgonnettes à plateau découvert), dans le cadre du remplacement progressif des véhicules de location, au lieu des 20 véhicules (5 minibus et 15 fourgonnettes à plateau découvert) prévus dans le budget de l'exercice 2017/18. Le dépassement de crédits a été en partie compensé par des dépenses moins élevées que prévu au titre des réparations et de l'entretien, principalement car certains véhicules anciens ont été remplacés par des modèles plus récents et car il s'est produit moins d'accidents entraînant des dégâts majeurs que le nombre estimé au budget.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	153,3	6,3 %

37. La sous-utilisation des crédits s'explique par le fait que, sur les 1 210 heures de vol prévues au budget, seules 1 166 ont été utilisées du fait de l'initiative du Secrétaire général visant à améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations aériennes de l'ONU.

	<i>Écart</i>	
Communications	115,0	14,5 %

38. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) des frais de communication inférieurs aux prévisions compte tenu de la remise mensuelle appliquée aux services de liaison louée par le prestataire de services à mesure que plus de missions ont rejoint le système intégré de commutation MPLS ; b) le coût des services de téléphonie fixe et mobile, qui a été moins élevé que prévu en raison de l'accord adopté par l'Union européenne en 2017, dans lequel celle-ci a supprimé les frais d'itinérance dans tous ses pays membres, ce qui a considérablement réduit le coût des communications par téléphone mobile pour tous les membres de la Force ; c) une production télévisuelle et un appui stratégique aux communications plus faibles que prévu dans le cadre des activités préalables aux référendums et un nombre de supports de communication, dont des affiches, inférieur aux prévisions compte tenu de la suspension des pourparlers politiques sur cette question.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(72,4)	(7,8 %)

39. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le coût des services de maintenance et d'appui informatique supérieur aux prévisions budgétaires, qui étaient fondées sur un tarif fixe par utilisateur ou par élément de matériel.

	<i>Écart</i>	
Santé	269,5	60,8 %

40. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les centres médicaux externes ont été moins utilisés que prévu en raison de la simplification de la procédure d'approbation des traitements médicaux auprès d'installations extérieures et de la décision de rapatrier le personnel militaire ayant besoin d'un traitement médical important.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	299,4	18,2 %

41. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre des services de fret en raison de la décision de ne pas acquérir de matériel de sûreté et de sécurité, de matériel de génie, de panneaux solaires et de matériel de bureau compte tenu de la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses au titre du personnel civil supérieures aux prévisions.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

42. En ce qui concerne le financement de Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, soit 22 200 dollars ;

b) Se prononce sur l'affectation des autres produits de l'exercice clos le 30 juin 2018, soit le montant de 623 700 dollars correspondant au produit des placements (218 400 dollars), aux produits divers ou accessoires (143 400 dollars) et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (261 900 dollars).
